

qui, je le pense, est ce que nous pouvons espérer de mieux pour le présent, et que se chargeront d'amender au besoin ceux qui auront la bonne fortune d'être députés au parlement de l'Amérique Anglaise. Nous avons vu, M. l'ORATEUR, que les adversaires de l'union entre le Haut et le Bas-Canada s'étaient trompés en prédisant qu'elle produirait de fâcheux résultats,—eh bien ! sans crainte nous pouvons dire à ceux qui s'opposent à cette nouvelle mais plus grande union, que leurs appréhensions sont encore moins fondées, en un mot, que leurs prédictions doivent avoir le même sort. Nos destinées sont entre nos mains ; par cette union, nous allons jeter les fondements d'une grande nationalité, tandis que si nous repoussons ce projet, quand même nous ne courrions aucun danger en restant comme nous sommes, y a-t-il, dans cette position, quelque chose dont nous puissions être fiers ou contents ? Nous ne formons qu'une province ; la réputation de nos hommes d'état n'est que locale ; elle ne dépasse pas les limites de la colonie ; nos ministres de la couronne, ainsi qu'on les appelle, ne sont que les conseillers d'un représentant de la souveraine, et leurs actes ne sauraient avoir de retentissement au-delà de nos frontières, tandis que les hommes publics de la puissance européenne la moins marquante auraient la priorité sur eux dans tout autre pays,—le Mexique même, avec sa population mêlée et à demi barbare, est au rang des nations, car il a des diplomates et des relations étrangères, et quand tout le reste du monde se remue et s'agite, nous contenterons-nous de rester inactifs ? Les hommes d'état les plus distingués de la mère-patrie apprécient, M. l'ORATEUR, l'importance du changement projeté et accordent le plus grand éloge à ce mouvement de notre part. Dans un récent numéro du *Times* de Londres, il est dit que le parlement de l'Amérique Britannique exercera le pouvoir législatif sur une plus grande surface de la terre qu'aucune autre législature du monde. Quelques hon. messieurs s'opposent à ce projet parce que, disent-ils, il va entraîner trop de dépenses ; parce que quelques unes de ses conditions sont trop avantageuses pour les provinces maritimes, et cela, tandis que le peuple de ces provinces se plaint de ce que nous allons avoir la meilleure part du gâteau. Je ne veux pas occuper la chambre en discutant si nous allons avoir ou si nous n'aurons pas à payer quelques milliers de plus qu'aucune des

autres provinces, car je maintiens que l'avantage que va nous valoir l'union serait encore obtenu à bon marché, dût-il nous coûter beaucoup plus que ce que coûtera le fonctionnement du système fédéral. L'étendue des possessions anglaises qui doivent entrer dans l'union est à peu près de quatre millions de milles carrés,—territoire plus grand, M. l'ORATEUR, que celui du Nord et du Sud des Etats-Unis, et qui est égal à un dixième de la surface du monde entier. Les ressources des provinces inférieures sont incalculables, tandis que dans les prairies interminables du Nord-Ouest, sur le sol fertile de la Saskatchewan et de la rivière Rouge, où le climat est si beau, pourront s'établir des millions d'individus. Notre population,—les provinces maritimes comprises,—est au moins égale en nombre, et très supérieure en intelligence et en savoir à ce qu'était celle des Etats-Unis lorsqu'ils se déclarèrent indépendants ; et sous le gouvernement fédéral projeté, nous pourrions grandir en puissance aussi rapidement que nos voisins ont grandi depuis lors, car, bien que sous certains rapports ils soient mieux situés que nous, il en est d'autres qui l'emportent sur eux au point de vue des avantages. Nous pouvons, par exemple, établir sur notre territoire une ligne de communication de l'Atlantique au Pacifique, avec bien plus d'avantage qu'ils ne pourraient le faire sur le leur. La supériorité de notre route est si grande, que jamais ils ne pourraient nous faire concurrence pour le commerce de l'Asie en Europe, et qui, dans quelques années, je l'espère, passera sur notre territoire pour aller d'un océan à l'autre. A l'appui de ces opinions, M. l'ORATEUR, je demande qu'il me soit permis de lire quelques lignes d'une brochure à la fois instructive et intéressante, laquelle est due à la plume de l'hon. membre assis à ma gauche (M. MORRIS.) Voici ces lignes que je veux citer, et que l'auteur a tirées de l'ouvrage d'un homme d'état distingué des Etats Unis :—

“ La route passant par l'Amérique Britannique est, sous certains rapports, préférable à celle traversant notre propre territoire. Par la première, la distance de l'Europe à l'Asie est de plusieurs mille milles plus courte que par la dernière. Passant à proximité du lac Supérieur, traversant l'étendue qui divise les cours d'eau qui coulent vers la mer Arctique, de ceux qui coulent vers le Sud, et traversant les Montagnes Rocheuses à une hauteur de près de 3,000 pieds moins considérable que par le passage du Sud, le chemin pourrait être ici construit à un prix comparativement minime, et ouvrirait une région